

FRANCE Mardi 13 mars 2012

Course à l'Elysée: défiance envers l'Europe

PAR CATHERINE DUBOULOZ PARIS

Nicolas Sarkozy rejoint les candidats à la présidentielle qui veulent «changer l'Europe» La plupart des candidats à la présidentielle, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon en tête, veulent «changer l'Europe». Ils ont été rejoints par le président-candidat Nicolas Sarkozy

Avec le discours de Villepinte, l'Europe a fait son grand retour dans la campagne présidentielle. Nicolas Sarkozy veut «changer l'Europe», a-t-il annoncé dimanche (LT du 12.3.12). «Au point où nous en sommes arrivés, l'Europe doit reprendre son destin en main, sinon elle risque la dislocation.» Grâce à cette proposition, le président-candidat rejoint la cohorte des prétendants à l'Elysée qui critiquent l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche et eurodéputé, opposé au Traité de Lisbonne, entend «construire une autre Europe», qui n'impose pas «l'austérité à vie aux peuples» et ne «nie (pas) la souveraineté de leurs représentants». François Hollande propose de «réorienter la construction européenne». De l'autre côté de l'échiquier, Marine Le Pen, la plus anti-européenne, veut à la fois sortir de l'euro et renégocier les traités pour «jeter les bases d'une Europe respectueuse des souverainetés populaires et des identités nationales».

Les deux propositions phares du président-candidat? Une révision des Accords de Schengen pour éviter «des flux migratoires incontrôlés» d'une part; une forme de protectionnisme pour protéger les entreprises européennes contre «la concurrence déloyale», notamment dans le cadre des marchés publics (lire ci-contre), d'autre part. Sur ce dernier point, aussi bien François Hollande que Jean-Luc Mélenchon font des propositions de même nature. Le socialiste parle de «juste échange». Il veut «une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale». Le candidat du Front de gauche suggère d'engager «la refonte du Code des marchés publics». «C'est un sujet français très transversal, il y a une forme de consensus sur l'idée que le libre-échange tel qu'il est pratiqué pose problème», analyse Yves Bertoncini, le secrétaire général du laboratoire d'idées Notre Europe. Cet état d'esprit s'est notamment manifesté autour du débat sur le «made in France» ou sur le «patriotisme économique» cher à François Hollande. «Mais la position française n'est pas du tout majoritaire en Europe», souligne Yves Bertoncini.

S'agissant du second sujet, l'immigration, la remise en cause des Accords de Schengen est une revendication de longue date de Marine Le Pen, lancée notamment lorsque les jeunes Tunisiens fuyaient leur pays en direction de l'Italie. La présidente du FN voit là le moyen pour la France de «reprendre le contrôle de ses frontières». Sortir de l'accord est un «fantasme», tranche le centriste

François Bayrou: «Est-ce qu'il y a vraiment quelqu'un dans le pays pour croire qu'on va réembaucher des douaniers et reconstruire les postes frontières?»

Le discours de Nicolas Sarkozy «se situe dans une stratégie non dénuée de contradictions», poursuit le secrétaire général de Notre Europe. Depuis la crise des dettes souveraines, le chef de l'Etat a été très actif pour le sauvetage de la zone euro et de la Grèce, «il a pris des engagements intégrationnistes et cela pose problème à l'extrême droite et à la France du non au Traité constitutionnel de 2005. Or, pour obtenir un score élevé au premier tour, le président sortant veut attirer le vote populaire, celui de la France du non, il veut aussi récupérer des voix à droite. Cela explique le choix de thématiques agressives.»

Réagissant au discours de Villepinte, François Hollande a accusé Nicolas Sarkozy de «traiter l'Europe comme un bouc émissaire». Le socialiste boit du petit-lait. Alors que la majorité lui a fait un procès en irresponsabilité parce qu'il veut renégocier le traité de discipline budgétaire, «voilà le candidat sortant qui veut rediscuter plusieurs textes». Bernard Cazeneuve, l'un de ses porte-parole, en rajoute: Nicolas Sarkozy «se propose de renégocier les Accords de Schengen, qui sont depuis très longtemps en vigueur, mais nous explique qu'il n'est pas possible de compléter un traité non encore ratifié, pour sortir l'Europe de la récession et ne pas condamner ses peuples à l'austérité à perpétuité. Cynisme à l'état pur que cette démarche qui consiste à considérer comme possible pour ses propres intérêts ce qui semble impossible pour l'intérêt des peuples d'Europe.»

François Hollande précisera sa position sur l'Europe samedi prochain, au cours d'une «grande rencontre européenne» organisée notamment par la Fondation Jean Jaurès. Autour du candidat, plusieurs dirigeants de la social-démocratie européenne, comme l'Allemand Sigmar Gabriel, ainsi que des ministres en exercice, comme le premier ministre belge Elio Di Rupo.